

**Champ d'application (MOCK)**

**Analyse de l’économie politique (PEA)**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du programme** | **Gouvernance locale pour la résilience (LGR)** |
| **Lieu(x) du programme** | **Xanadu ; pays tout entier ; enclavé d’environ 25 000 kilomètres carrés, limitrophe de 5 autres pays** |
| **Durée** | **Les travaux devraient commencer entre janvier et mars 2024, soit 1 à 2 mois après le début du programme. Le rapport final doit être soumis avant le 31 mars 2024.** |

1. **Contexte :**

Mercy Corps est une organisation mondiale de premier plan, animée par la conviction qu’un monde meilleur est possible. En cas de catastrophe, dans des conditions difficiles, dans plus de 40 pays à travers le monde. Mercy Corps opère au Xanadu depuis 2004, dans les zones rurales, périurbaines et urbaines de cinq États régionaux. Le Xanadu compte la deuxième plus grande population de réfugiés de la région.

L’activité LGR récemment attribuée sera mise en œuvre par le biais d’une approche progressive qui met l’accent sur l’analyse des lacunes, ainsi que sur le partenariat, l’apprentissage et la co-création avec le gouvernement, la société civile, les communautés et le secteur privé. LGR vise à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le développement économique dans les zones opérationnelles de Xanadu. LGR réunit le leadership mondial, l’expertise technique et l’expérience de mise en œuvre nécessaires pour s’associer à des institutions locales afin de tester, d’adapter et d’étendre des solutions fondées sur des données probantes. Le programme nécessite une conception solide centrée sur le gouvernement local, avec le leadership du gouvernement, l’engagement actif des communautés, du secteur privé et de la société civile. Ensemble, nous renforcerons durablement la sécurité alimentaire et le développement économique des populations vulnérables des communautés LGR.

La composante « renforcement de la gouvernance locale » du programme LGR coordonnera ses activités entre les secteurs techniques et les composantes du programme afin de soutenir l’environnement général favorable à la sécurité alimentaire et à la prospérité des communautés. Cette démarche s’appuiera sur des interactions stratégiques avec les autorités locales, la société civile et les structures, institutions et associations communautaires. Dans le cadre du programme LGR, il renforcera les capacités institutionnelles et les systèmes de gouvernance locale et mobilisera les communautés pour créer des opportunités de gouvernance responsable et inclusive, pour construire des communautés plus sûres sur le plan alimentaire et plus saines et pour soutenir le changement systémique dans la gouvernance et l’environnement favorable en ce qui concerne les politiques et les lois existantes.

1. **Objectif :**

L’objectif de cette analyse est de répondre à la question suivante : Quels sont les facteurs d’économie politique qui influencent la dynamique des politiques, des institutions et des décisions communautaires en matière de développement et de résilience, qui régissent la sécurité alimentaire et le développement économique des communautés de LGR ? Cette analyse permettra :

1. d’informer la conception et les stratégies du programme de l’activité LGR et influencer son approche avec les gouvernements partenaires et les autres parties prenantes
2. d’explorer la dynamique de la prise et de la poursuite des décisions dans les différents domaines techniques pertinents dans lesquels LGR travaillera ; et identifier les facteurs qui favoriseront ou inhiberont le changement, la réforme et le progrès dans ces secteurs.

Cette analyse servira également à fournir une compréhension fondamentale des principales forces de performance, des lacunes institutionnelles et systémiques de l’administration locale, et de leurs relations avec les structures des sous-comtés et les communautés.

Ne copiez pas et ne collez pas ces objectifs dans votre proposition technique. Vous ne devez vous référer à ce cahier des charges que si vous souhaitez faire référence aux objectifs (par exemple, pour atteindre les objectifs 1 et/ou 2 du cahier des charges, nous proposons.......).

1. **Champ d’application de l’enquête**

Niveaux d’analyse PEA

* PEA au niveau du comté : Une analyse de la dynamique politique et économique au niveau du comté qui affecte les perspectives de développement réussi. Cette analyse portera sur la dynamique des comtés, ainsi que sur les relations et l’influence des comtés voisins.
* PEA sectorielle : L’analyse se penchera sur les secteurs pertinents pour les LGR, notamment l’agriculture, l’environnement et les ressources naturelles, l’égalité des sexes et la planification, entre autres, en soulignant les structures, les institutions et les parties prenantes qui façonnent ces secteurs dans chaque comté.
* Gouvernement régional : Une analyse des facteurs spécifiques qui différencient la région et affectent les perspectives de développement du secteur.
* Analyse des problèmes et des opportunités : Identification des goulets d’étranglement et des opportunités liées à l’économie politique pour améliorer le bien-être de la communauté, en particulier les aspects institutionnels et la dynamique du pouvoir.

Champ d’application détaillé du PEA

1. Environnement structurel et favorable : Facteurs contextuels à long terme pertinents pour la trajectoire de développement du pays, qui ne sont pas susceptibles d’être facilement influencés, soit en raison de l’échelle de temps nécessaire, soit parce qu’ils sont déterminés à l’extérieur du pays et/ou de la région. Il peut s’agir de structures et de normes économiques et sociales, d’une position géostratégique, d’une dotation en ressources naturelles, d’une évolution démographique, d’un changement climatique et d’un contexte de conflit ou d’après-conflit.
2. Économie politique : Le rôle que jouent les institutions économiques, politiques et sociales formelles et informelles (par exemple, l’État de droit, les élections, les normes, valeurs et idées sociales, politiques et culturelles, les marchés) dans l’interaction humaine et la concurrence pour le pouvoir et les ressources. Il convient également d’examiner les capacités et les pratiques des gouvernements des comtés, ainsi que les intérêts politiques qui influencent la manière dont ils se sont constitués.
3. Analyse de la puissance : Qui a du pouvoir et de l’influence dans la Société (comté/communauté/acteurs locaux, par exemple l’Église/le secteur privé, etc.), et comment cela se manifeste-t-il dans la manière dont les décisions sont prises ?
   1. Identifier les acteurs les plus influents, quels sont leurs intérêts et leurs motivations, et comment ceux-ci façonnent la dynamique générale des secteurs, y compris la faisabilité des réformes politiques dans les secteurs.
   2. Étudier la meilleure façon d’impliquer les acteurs influents/les courtiers en pouvoir, y compris les meilleurs points.
4. Évaluation des capacités institutionnelles des gouvernements de comté : Quelles sont les forces et les faiblesses de chaque gouvernement de comté et de ses départements en termes de performance et de capacité ? Qu’est-ce qui fonctionne bien et qu’est-ce qui nécessite des investissements et des améliorations ? Détailler les aspects de la planification générale du comté, de la budgétisation et de la mise en œuvre (prestation de services), mais aussi la coordination des plans et programmes sectoriels pertinents pour les plans de développement plus larges du comté.
5. Gestion des ressources naturelles : Comment les principes clés de la GRN sont-ils appliqués dans les comtés, à savoir la légitimité, la transparence, la responsabilité, l’inclusivité, l’équité, l’intégration, la capacité et l’adaptabilité ?
   1. Identifier les goulets d’étranglement et les contraintes d’une GRN efficace, tant au niveau gouvernemental que communautaire.
   2. Analyser qui, parmi les acteurs du comté, représente des obstacles à des réformes foncières inclusives et basées sur les citoyens ?
   3. Identifier les exemples de bonnes pratiques lorsqu’ils existent et faire des recommandations pertinentes tirées des enseignements pour une application contextuelle ou proposer des bonnes pratiques.
   4. Quelles sont les institutions formelles et informelles qui existent dans le cadre du NMR ? Ont-ils un mandat clairement défini et reconnu ? Quelles sont leurs relations les uns avec les autres (communauté et gouvernement), avec leurs voisins ?
6. **Méthodologie**

***3.1 Conception de l’analyse***

* Dans le cadre de cette mission, Mercy Corps attend du prestataire de services qu’il fournisse des informations qualitatives (recueillies à l’aide de données primaires et secondaires) et quantitatives (recueillies à l’aide d’enquêtes) qui seront utilisées pour adapter les activités existantes. Les données primaires seront recueillies par le biais d’entretiens avec des informateurs clés, de discussions de groupe ciblées et d’une enquête sur les ménages. Le prestataire de services doit fournir un nombre indicatif d’entretiens d’information clés, de discussions de groupe et d’enquêtes sur la base des parties prenantes proposées à couvrir dans cette analyse.
* Des outils de collecte de données devraient être développés dans les différents domaines d’enquête pour les différents groupes cibles, notamment les membres de la communauté, les acteurs gouvernementaux, les acteurs des ONG, les acteurs privés, les membres de l’équipe de Mercy Corps, etc.

***3.2 Analyse et résultats***

* Les résultats de l’analyse doivent être analysés sur la base de différents domaines thématiques pertinents par rapport à l’objectif du projet et au cadre d’analyse de l’économie politique adoptée. Le prestataire de services devra utiliser un logiciel d’analyse de données qualitatives (par exemple MAXQDA) pour analyser les données qualitatives.

***3.3 Atelier de réflexion et consultation de l’équipe***

* Le prestataire de services, en collaboration avec l’équipe de Mercy Corps chargée de la gouvernance, organisera un ou plusieurs ateliers de sensibilisation avec l’équipe LGR et les acteurs concernés pour partager et valider les résultats préliminaires et recevoir des informations en retour pour définir les domaines d’intervention prioritaires.
* Organiser une consultation après l’atelier de validation avec l’équipe LGR pour discuter des résultats, des priorités et des adaptations aux activités LGR ainsi que des indicateurs qualitatifs et quantitatifs.

***3.2 Finalisation du rapport***

* Sur la base des résultats de l’analyse et de la validation des résultats par l’atelier de réflexion, le prestataire de services doit inclure dans le rapport des recommandations spécifiques pour l’adaptation des activités.
* Pendant toutes les étapes de l’analyse et de la finalisation, le prestataire de services doit organiser régulièrement des réunions de consultation avec l’équipe de Mercy Corps afin de garantir une compréhension commune de la mission et des résultats finaux.

**Considérations éthiques :** Le prestataire de services est tenu de respecter toutes les considérations éthiques, y compris le principe « Ne Pas nuire ».

1. **Résultats attendus**

Le consultant doit fournir les produits suivants :

* Rapport de démarrage avec :
  + Présentation de la méthodologie
  + Affiner et confirmer le champ d’investigation et les questions directrices
  + Méthodologie de l’étude
  + Outils d’entretien (anglais et langue locale)
  + Plan de travail révisé
  + Présentation des sections du rapport final
* Projet de rapport avec les conclusions
* Notes anonymisées des KII, des FGD et de toutes les données d’enquête (données brutes en anglais et en langue locale).
* Le rapport de l’atelier sur l’élaboration d’un sens, qui rend compte de la validation des conclusions du projet de rapport.
* Rapport final avec des conclusions validées, des recommandations spécifiques, des plans d’action basés sur l’objectif du projet et des activités proposées en accord avec les conclusions.
* Fiche de synthèse de deux pages

1. **Ce que Mercy Corps fournira**

* Mercy Corps fournira l’appui nécessaire pour entreprendre et mettre en œuvre la mission et réaliser l’objectif de ce cahier des charges. Ces responsabilités comprennent ce qui suit :
  + Fournir les documents pertinents du programme, les orientations et les outils liés à l’initiative PEA et d’autres documents pertinents.
  + Orienter l’équipe sur toute information pertinente et utile concernant le programme et les institutions.
  + Fournir un service de soutien dans la conception de l’étude, le développement de l’outil, la collecte des données, l’analyse des données et le processus de finalisation du rapport.
  + Organiser le plan de collecte des données et affecter un soutien sur le terrain pour assurer la liaison en temps utile avec l’équipe en ce qui concerne la logistique et les mesures de sécurité.
  + Assurer un suivi régulier, fournir un retour d’information et garantir l’efficacité de l’étude ; et,
  + Mercy Corps fournira tous les téléphones, tablettes et logiciels nécessaires (Mercy Corps a des abonnements à SPSS, Stata, MaxQDA, Commcare, Atlas.ti, Ona, qui peuvent tous être utilisés par l’entreprise pour la durée de cette étude).
  + Mercy Corps fournira tous les véhicules nécessaires à la collecte des données primaires, avec le carburant et le chauffeur (ainsi que le salaire et les indemnités journalières du chauffeur). Chaque véhicule peut transporter confortablement 4 personnes (en plus du chauffeur). Il s’agit de véhicules 4X4. L’entreprise n’a qu’à indiquer dans sa proposition combien de véhicules seront nécessaires et pour combien de jours.
  + Mercy Corps peut aider l’entreprise à réserver des hôtels pour les collecteurs de données. Il lui suffit de connaître le nombre de collecteurs de données et de superviseurs que votre entreprise engagera.
  + Mercy Corps dispose d’un bureau avec une salle de conférence suffisamment grande pour former jusqu’à 30 collecteurs de données et qui seront à la disposition de l’entreprise.
  + Mercy Corps prendra en charge les frais de traduction.

1. **Qualité des données, sécurité et protection des sujets humains.**

La qualité des données ne doit pas être compromise et le maximum de précautions doit être pris pour éviter ou au moins minimiser les erreurs à tous les stades de la collecte des données. La façon dont la protection des informations d’identification personnelle (PII) et la sécurité et le bien-être des participants (protection des sujets humains) doivent être décrits dans la proposition technique.

1. **Communication des résultats/réflexions.**

Un rapport final doit être soumis, et la société doit organiser et faciliter une présentation (à distance) des résultats à l’équipe LGR et à d’autres employés et partenaires de Mercy Corps, comme Mercy Corps le juge approprié.

1. **Composition de l’équipe.**

Le cabinet doit proposer une équipe rentable pour cette évaluation. Le rôle des membres de l’équipe doit être décrit dans la section II (la proposition technique), mais chaque membre de l’équipe doit être répertorié par poste/fonction dans la section III (la « proposition de LOE »). Veuillez noter que la composition de l’équipe proposée **ne doit pas nécessairement correspondre ou inclure les deux rôles décrits dans la section des soumissions de CV** — les deux profils décrits dans la section 10 sont uniquement destinés aux soumissions de CV.

1. **Soumissions de CV**

Veuillez soumettre un CV d’un membre actuel du personnel pour les deux rôles énumérés ci-dessous (2 CV au total au maximum). **Veuillez utiliser le modèle de CV fourni** Les entreprises doivent soumettre les membres du personnel qu’elles jugent les plus qualifiés pour ce projet. **Les CV soumis ne doivent pas nécessairement correspondre aux rôles ou aux membres du personnel décrits dans la section « Proposition de LOE ».** Veuillez soumettre les CV suivants :

1. Chef de projet/spécialiste de haut niveau
2. Chercheur/analyste de niveau intermédiaire
3. **Niveau d’effort pour les considérations budgétaires.**

Xanadu étant un pays fictif, choisissez un — et un seul — des pays de référence énumérés ci-dessous comme base de votre proposition de LOE pour ce SOW fictif ; sections D et E. Vous ne pouvez pas choisir un pays dans lequel votre entreprise a son siège. Le choix d’un pays ne signifie pas que vous avez ou pourriez effectuer des travaux dans ce pays.

|  |
| --- |
| Pays de référence (n’en choisissez qu’un) |
| 1. Guatemala |
| 1. Colombie |
| 1. Burkina Faso |
| 1. Sénégal |
| 1. Ouganda |
| 1. Éthiopie |
| 1. Irak |
| 1. Afghanistan |
| 1. Népal |
| 1. Indonésie |

1. **Calendrier**

Le cabinet doit proposer un calendrier de haut niveau pour la réalisation de cette étude et la remise du rapport final au plus tard le 31 mars 2024. Le calendrier proposé doit être cohérent avec les ressources allouées dans les sections techniques et les lettres d’intention des propositions.

1. **Structure du rapport final**

* Page de titre ; introduction
* Résumé exécutif
* Contexte/compréhension du contexte (géographie, économie, environnement, pollution, climat, démographie, sécurité, nature et statut des systèmes juridiques, politiques et économiques)
* Analyse de l’économie politique Champ d’application
* Objectif
* Questions — couvrant les domaines, les obstacles et les opportunités
* Méthodologie et processus
* Conception de l’étude (répondants, outils et méthodes de collecte de données, calendrier, équipe)
* Résultats — couvrant les domaines, les obstacles et les opportunités
* Recommandations